

Paris, le 16 juillet 2021

NOTE DES AUTORITÉS FRANÇAISES

Objet : HT.5886 - Réponse des autorités françaises à la Consultation de la Commission européenne relative à la révision des lignes directrices relatives aux aides d'État visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques.

A la suite de l'évaluation globale, effectuée par la Commission européenne en 2020, ayant pour but de déterminer si les règles en matière d'aides d'Etat sont adaptées à leur finalité, de l'application des lignes directrices relatives aux aides d'Etat visant à promouvoir les investissements en faveur du financement des risques entre 2014 et 2021, la Commission a procédé à une révision desdites lignes directrices.

Les autorités françaises se réjouissent du projet de lignes directrices révisées relatives au financement des risques qui a été mis en consultation par la Commission européenne le 21 mai 2021, et prennent note des modifications qui, selon elles, seront de nature à améliorer grandement l'efficacité et le fonctionnement des aides relatives au financement des risques dont notamment : la clarification des critères de compatibilité des aides retenus par la Commission, l'alignement des définitions sur celles figurant dans le RGEC, la rationalisation de la structure des lignes directrices, en particulier les exigences liées à l'évaluation ex ante, pour en faciliter la procédure aux États membres notifiants.

Par la présente note, les autorités françaises proposent à la Commission européenne des modifications de ce projet de lignes directrices.. Les grands axes de ces propositions sont les suivants : (1) Une précision du contenu spécifique et du niveau d'information nécessaire pour démontrer l'existence d'une défaillance du marché spécifique ou d'un autre obstacle pertinent à l'accès au financement, conformément à la pratique décisionnelle existante ; (2) La rationalisation des formulations existantes et l'harmonisation des définitions afin d'accroître la cohérence avec le RGEC ; (3) Le rehaussement du seuil de 7 à 10 ans pour toutes les entreprises dans le cadre des lignes directrices ; Par ailleurs, les autorités françaises souhaiteraient avoir quelques éclaircissements des cas où un intermédiaire n'est pas choisi par une procédure de sélection préalable.

1 - Une précision du contenu spécifique et du niveau d'information nécessaires pour démontrer l'existence d'une défaillance du marché spécifique ou d'un autre obstacle pertinent à l'accès au financement, conformément à la pratique décisionnelle existante.

Concernant la catégorie 2 des révisions, qui vise la précision du contenu spécifique et du niveau d'information nécessaires pour démontrer l'existence d'une défaillance du marché spécifique ou d'un autre obstacle pertinent à l'accès au financement, la Commission propose que l'exigence de quantification du déficit de financement soit plus proportionnée. Elle ne resterait en vigueur que pour les régimes dotés des montants d'aide les plus élevés pour les bénéficiaires individuels, à savoir lorsque l'investissement par entreprise est supérieur au seuil de 15 000 000 d'euros. Les autorités françaises estiment que ce seuil est plein de vertu et est donc suffisant. En effet, ce seuil représente un garde-fou garantissant l'absence de dépense publique lorsque cela n'est pas nécessaire.

2 - La rationalisation des formulations existantes et l'harmonisation des définitions afin d'accroître la cohérence avec le RGEC.

Les autorités françaises jugent que les propositions de la Commission faites au sein de la catégorie 4 des révisions, qui vise la rationalisation des formulations existantes et l'harmonisation des définitions afin d'accroître la cohérence avec le RGEC, semblent adéquates.

3 - Le rehaussement du seuil de 7 à 10 ans, dans l'ensemble des lignes directrices,

Les lignes directrices de la Commission sont applicables aux entreprises en difficulté exerçant leur activité depuis 10 ans après la date de leur enregistrement légal.

Les autorités françaises accueillent ce changement avec satisfaction. Si nous acceptons qu'une entreprise puisse rencontrer des difficultés d'accès au financement, on peut aussi considérer qu'elle est potentiellement plus fragile sur cette même période.

Par ailleurs, les autorités françaises sont favorables à la possibilité ouverte par les lignes directrices pour les entreprises de recevoir un investissement initial en faveur du financement des risques alors qu'elles exercent leur activité depuis plus de dix ans après leur enregistrement. Les autorités françaises soutiennent un rehaussement généralisé du seuil de 7 à 10 ans pour toutes les entreprises dans le cadre des lignes directrices. Cette modification permettrait une réduction de la charge administrative induite par cet écart de seuil. Le dispositif ISF PME nous fournit un exemple puisqu'il a demandé une notification pour les seules entreprises de 7 à 10 ans ayant des cycles longs.

Par ailleurs, les autorités françaises souhaitent signaler qu'il pourrait être judicieux de conserver le seuil de 7 ans au sein du RGEC lors de sa révision prochaine, comme le préconisait le rapport d'évaluation 2020¹.

¹ « Evaluation support study on the EU rules on State aid for access to finance for SMEs », p. 87

4 - Point sur la définition de la première vente commerciale

Les lignes directrices de la Commission proposent de s'appuyer sur la date de la création de l'entreprise plutôt que sur le critère de la première vente commerciale.

Les autorités françaises souhaitent que le critère de la première vente commerciale soit retenu pour l'évaluation de la situation de l'entreprise. L'argument cible les PME dans leurs premières années d'activité pour qu'elles aient le temps de faire leur développement.

Aussi, les autorités françaises souhaitent que la définition de première vente commerciale soit détaillée pour clarifier le critère.

De plus, les autorités françaises proposent, afin d'éviter les dérives, d'introduire deux critères, pour définir les premières ventes commerciales soit par l'atteinte d'un seuil de chiffre d'affaire à évaluer (ex : le seuil de 150 000 € avait été retenu pour approuver le dispositif ISF PME) et l'atteinte d'une rentabilité pour l'entreprise. Le but étant de déterminer si l'entreprise est parvenue à atteindre un chiffre d'affaire significatif lui permettant de dégager une marge, et donc de pouvoir assurer son démarrage.

5 - Éclaircir les cas où un intermédiaire n'est pas choisi par une procédure de sélection préalable.

Les autorités françaises souhaitent que les lignes directrices apportent des éclaircissements pour les cas, notamment aux paragraphes 40 et 41 où un intermédiaire n'est pas choisi par une procédure de sélection préalable.

En synthèse, il convient dans cette hypothèse de démontrer que sa rémunération est allouée aux conditions du marché pour qu'il ne soit pas considéré comme bénéficiant d'une aide économique à son niveau. Des éléments de clarification seraient bienvenus pour permettre de sécuriser les opérations.

Ainsi, les autorités françaises souhaitent que cela soit précisé dans les lignes directrices.

6 – Envisager des mécanismes permettant d'éviter l'éviction des principaux marchés de capitaux entraînée par les plateformes de négociations alternatives

Les autorités françaises questionnent le choix de la Commission de ne pas modifier les dispositions relatives aux plateformes de négociation alternatives.

En effet, ces plateformes soutiennent le financement et la compétitivité des PME et des entreprises innovantes en offrant la possibilité de lever des capitaux propres. Ces plateformes entraînent toutefois un risque d'éviction des principaux marchés de capitaux.

Les autorités françaises proposent donc à la Commission d'envisager des mécanismes permettant d'éviter cette éviction.

Les autorités françaises se tiennent à la disposition de la Commission européenne pour tout complément d'information qui serait nécessaire sur cette contribution. Elles compléteront leur position dans le cadre de la révision des textes liés.